

SERBIAN ACADEMY OF SCIENCES AND ARTS
INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

XLIX



2018

BALCANICA

Y. MOURÉLOS, Le Front d'Orient dans la Grande Guerre: enjeux et stratégies • A. D'ALESSANDRI, Italian Volunteers in Serbia in 1914 • M. KOVIĆ, The British Adriatic Squadron and the Evacuation of Serbs from the Albanian Coast 1915–1916 • M. MILKIĆ, The Serbian Army in the Chalkidiki in 1916: Organization and Deployment • D. FUNDIĆ, The Austro-Hungarian Occupation of Serbia as a "Civilizing Mission" (1915–1918) • S. N. DORDANAS, German Propaganda in the Balkans during the First World War • D. CAIN, Conflicts over Dobruja during the Great War • T. KREMPP PUPPINCK, De la Grèce rêvée à la Grèce vécue. L'armée d'Orient dans une interculturelité complexe • V. G. PAVLOVIĆ, Franchet d'Espèrey et la politique balkanique de la France 1918–1919 • S. G. MARKOVICH, Eleftherios Venizelos, British Public Opinion and the Climax of Anglo-Hellenism (1915–1920) • D. BAKIĆ, The Great War and the Kingdom of Yugoslavia: The Legacy of an Enduring Conflict • I. D. MICHAILIDIS, A Ten Years' War: Aspects of the Greek Historiography on the First World War • R. THEODORESCU, What Exactly did Romanian Post-War Nationalism Mean? • V. VLASIDIS, The Serbian Heritage of the Great War in Greece • F. ȚURCANU, Turtucaia/Toutrakan 1916 : la postérité d'une défaite dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres • E. LEMONIDOU, Heritage and Memory of the First World War in Greece during the Interwar Period: A Historical Perspective • D. DUŠANIĆ, Du traumatisme au roman. Mémoire et représentation de la Grande Guerre dans l'œuvre de Rastko Petrović (1898–1949) ☞

ANNUAL OF THE INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

UDC 930.85(4-12)

BELGRADE 2018

ISSN 0350-7653
eISSN 2406-0801



<http://www.balcanica.rs>

Vojislav G. Pavlović*

*Institut des Études balkaniques
Académie serbe des sciences et des arts
Belgrade*

Franchet d'Espèrey et la politique balkanique de la France 1918–1919

Résumé : L'arrivée du général Franchet d'Espèrey à Salonique, en tant que commandant des troupes alliées sur le front d'Orient, en juin 1918 a créé les conditions pour que les armées alliées, menées par les divisions serbes et françaises, réussissent à percer la ligne du front le 15 septembre et obligent la Bulgarie à signer l'armistice le 29 septembre. La victoire alliée à Salonique fut à l'origine de la décision de l'État-Major allemand d'exiger la fin des hostilités vu que l'écroulement du front dans les Balkans avait rendu vains tous les efforts pour gagner la guerre. Or, le gouvernement de Georges Clemenceau se refusa d'exploiter les fruits de la victoire au-delà de ses retombés sur les affaires balkaniques. L'armistice avec l'Empire Ottoman et la libération de la Serbie furent ses objectifs principaux. La rentrée de la Roumanie dans la guerre fut, en revanche, l'objectif d'une portée plus grande, car à travers elle fut prévue de rétablir les contacts avec les forces anti-bolchéviques en Russie.

Mots-clés : Franchet d'Espèrey, les Balkans, la Serbie, front d'Orient

Lors de la réunion du cabinet allemand, le 3 octobre 1918, Paul von Hindenburg, chef de l'État-major allemand, exige qu'il soit mis fin aux hostilités : « L'État-major maintient sa requête du lundi, le 29 septembre de l'année en cours d'envoyer à l'ennemi une demande de conclusion de la paix. Comme conséquence de l'échec du front en Macédoine qui a eu pour conséquence l'affaiblissement de nos forces dans l'Ouest et compte tenu de l'incapacité de compenser les pertes graves encourues ces derniers jours, notre seule conclusion est qu'il n'existe plus la possibilité d'obliger l'ennemi, par la puissance d'armes, à conclure la paix. »¹

Hindenburg, chef de l'État-major allemand et l'homme fort de l'Allemagne au cours des deux dernières années de la guerre, a qualifié, sans ambiguïté, la victoire des Alliés au front de Salonique comme décisive pour l'issue de la Grande guerre. En contraignant la Bulgarie à demander l'armistice et à se retirer de la guerre, les forces alliées ont remporté une victoire définitive dans les Balkans et elles ont ouvert une brèche sur le front des Puissances centrales,

* voja.pavlovic@bi.sanu.ac.rs

¹ Erich Ludendorff, *My War Memoirs 1914–1918* (London: Hutchinson & Co, 1919), 729.

désormais impossible à combler.² Dans les Balkans il n'y avait plus de divisions austro-hongroises et allemandes pour la combler, et celles envoyées du front occidental et de l'Ukraine n'ont fait que ralentir l'avancement des Alliés. Les voies vers Constantinople et Vienne étaient ouvertes, ce qui contraindrait d'abord la Turquie et ensuite l'Autriche-Hongrie à demander l'armistice. Mathias Erzberger, le ministre des Finances du Reich, fut appelé à réaliser les prévisions de Hindenburg et de signer, avec le maréchal Ferdinand Foch, le 11 novembre 1918, l'armistice qui mit fin à la Grande guerre.

La voie qui menait à l'armistice de Rethondes commence le 29 juin 1918 sur la ligne du front de la IIe armée serbe de Voïvode Stepa Stepanović, dans les hauteurs de Flok (à 2 300 mètres d'altitude). Le nouveau commandant en chef des forces alliées sur le Front d'Orient, le général français Franchet d'Espèrey, ce jour-là a fait le tour des positions de l'armée serbe. La stratégie victorieuse fut élaborée suite à cette reconnaissance du front et aux consultations de Franchet d'Espèrey avec l'État-major serbe. Le commandant en chef allié dans les Balkans la décrivait ainsi dans ses notes journalières :

« Au lieu d'une opération locale ce sera une attaque décisive à laquelle participera toute l'armée serbe renforcée de deux divisions françaises qui briseront la croûte. Quand j'annonce aux Serbes que je relèverai leurs escadrons à pied, leur détachement de Prilep : les divisions Morava et Timok, et qu'indépendamment de toute l'artillerie lourde française disponible, je leur donnerai deux divisions françaises, ils sont emballés. Mišić me demande si les deux divisions françaises seront sous leurs ordres. Sur ma réponse affirmative, le Prince se lève et, sans mot dire, vient me serrer la main. L'accord est complet. »³

L'accord conclu rapidement entre le chef de l'État-major serbe, le général Živojin Mišić et le Prince - régent de Serbie, Alexandre, d'une part et le général français de l'autre, fut rendu possible grâce à l'intérêt que d'Espèrey démontra pour les Balkans dès le début de la guerre. Lors de la visite au front en France de Raymond Poincaré, président de la République française, en octobre 1914, Franchet d'Espèrey lui présente le plan d'une offensive décisive dans les Balkans, avec le point de départ à Salonique.⁴ Quatre ans plus tard, en qualité de général commandant en chef du front d'Orient, Franchet d'Espèrey pouvait mettre en œuvre son plan. Il décida d'attribuer le rôle principal dans la future offensive aux armées serbes, en dépit du terrain difficile et montagneux sur leur ligne de front, convaincu de l'importance capitale de leur désir de libérer définitivement leur patrie. L'État-major serbe était favorable à une grande offensive décisive capable de mener à la libération de la Serbie après trois années d'exil.

² Ibid. 712–721.

³ Mémoires du Maréchal Franchet d'Espèrey, Département historique de l'armée française à Vincennes, microfilm, (Kmi 44), 30.

⁴ Ibid. 1–3.

Franchet d'Espèrey avait l'esprit vif, le sens de l'action et les convictions fermes, ce que lui permit d'imaginer une action courageuse de grande envergure dans les Balkans. La guerre des tranchées n'était pas conforme au tempérament et l'expérience personnelle du Franchet d'Espèrey. Depuis les débuts de sa carrière, chaque fois lorsque l'occasion s'y prêtait, il choisissait de servir dans les territoires d'outre-mer et colonies françaises. L'homme de grande culture et de curiosité intellectuelle encore plus importante, il chercha toujours les nouvelles expériences plutôt que de bâtir sa carrière dans les garnisons en France où dans les couloirs de l'État-major de l'armée et des ministères à Paris.

En suivant les traces de son père, militaire de carrière, Franchet d'Espèrey s'inscrit à l'académie militaire française à Saint-Cyr, qu'il termine comme 6e de classe, choisissant, en 1876, conformément à la tradition familiale, de servir en qualité de sous-lieutenant au 1er régiment d'infanterie coloniale (tirailleurs africains), stationné à Alger. En 1881, Franchet d'Espèrey est admis à l'École de guerre à Paris. Cependant, son 1^{er} régiment d'infanterie coloniale étant désigné à participer dans la campagne en Tunisie, d'Espèrey demande d'être admis à l'École de guerre l'année suivante, en 1882, pour pouvoir participer avec son régiment dans les combats en Tunisie, qui donnent lieu à l'établissement du protectorat français. Après la première année à l'École de guerre, d'Espèrey tente de revenir dans son régiment pour participer à l'expédition en Asie du Sud-Est. Cette tentative échoua et il revint à l'École de guerre où il fréquente les cours ensemble avec Maurice Sarail, son futur prédécesseur à la position du général allié commandant en chef au front de Salonique.⁵ Il arrive pourtant en Asie du Sud-Est, en 1885, au terme des études à l'École de guerre, faisant partie des renforts envoyés à son 1er régiment d'infanterie coloniale qui lutte au Tonkin contre des troupes chinoises. À la fin du séjour de deux ans en Asie du Sud-Est, d'Espèrey demande à revenir à la métropole, obtenant antérieurement une permission pour voyager en Chine.⁶

À son retour en France, d'Espèrey est affecté au 4e bureau de l'État-major, chargé des transports, mais après deux ans de séjour à Paris, il demanda à revenir dans son régiment d'infanterie coloniale, avec le grade de capitaine. Fort des bonnes évaluations par ses supérieurs, d'Espèrey continue ensuite sa carrière d'abord au cabinet du ministre de la Guerre de Fressinet et ensuite dans les garnisons dans l'est de France, où il se trouve, en 1899, à l'État-major du 69e régiment d'infanterie à Nancy, avec le grade de lieutenant-colonel.⁷ Vif d'esprit, d'Espèrey demanda, cette année, là, permission de visiter l'académie militaire italienne à Modène et l'école de cadets à Trieste, ce qui lui servit de prétexte

⁵ Paul Azan, *Franchet d'Espèrey* (Paris : Flammarion, 1949), 12–17.

⁶ Dossier personnel de Franchet d'Espèrey, Département historique de l'armée française à Vincennes, GR 9 YD 534.

⁷ Ibid.

pour visiter la côte dalmate, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et l'Albanie. Pendant son voyage, il s'intéresse aux questions militaires, mais aussi au système scolaire, l'humeur des habitants, l'histoire et la géographie des régions qu'il traversait et il visite Zagreb, Sarajevo, Dubrovnik, Kotor, Cetinje et Shkodër.⁸ L'expérience acquise en voyage était l'un des avantages qui le qualifie pour la nomination à la fonction de l'adjoint au commandant de l'académie militaire à Saint-Cyr. Après seulement trois mois passés à l'académie, pendant lesquels il part encore en voyage, cette fois en Allemagne, en août 1900 il fut nommé au corps d'expédition en Chine, pendant que le soulèvement des boxeurs battait son plein.⁹ Après un an de séjour en Chine, d'Espèrey ajoute à la liste de ses voyages les États-Unis aussi, parce qu'il choisit cette voie pour revenir en France.¹⁰

Pendant la première décennie du XXe siècle, d'Espèrey se trouve dans les garnisons à l'Est et au Nord de France. À cette époque, en 1906, il est en mission en Espagne et au Maroc pendant la conférence d'Algésiras. En 1910, il visite l'Autriche et la Grèce, où il rencontra, entre autres, le colonel Danglis, le futur commandant de l'armée grecque au front de Salonique. L'année suivante il se rend en Allemagne.¹¹ Avec seulement 55 ans, en mars 1912, Franchet d'Espèrey est nommé commandant de la 28e division alpine, stationnée à Chambéry, avec le grade de général.¹² Cependant, quelques mois plus tard, il est nommé au poste de commandant des troupes au Maroc occidental. Le protectorat français est établi en mars 1912 et d'Espèrey reçoit l'ordre de supprimer l'insurrection des tribus marocaines, qui refusent de l'accepter. Sa mission au Maroc durait 18 mois et elle eut une importance particulière pour d'Espèrey. Il mena les campagnes audacieuses et déterminées luttant contre le manque d'effectifs et des moyens. Outre la responsabilité militaire, il assume aussi celle politique, en un mot, il acquiert des expériences précieuses qui lui seront très utiles pendant son séjour dans les Balkans.¹³ Après avoir réussi à calmer l'insurrection des tribus marocaines, de retour en France, en octobre 1913, d'Espèrey devient le commandant du 1er corps d'armée, et, en septembre 1914, pendant que la Grande guerre battait son plein, il devient le commandant de la Ve armée.¹⁴

D'Espèrey participe en qualité de commandant du 1^{er} corps dans les batailles des frontières en août 1914 et en qualité de commandant de la Ve armée dans la bataille de Marne, où il lui revient le mérite pour le tournant grâce au

⁸ Azan, *Franchet d'Esperey*, 35–38.

⁹ Dossier personnel de Franchet d'Espèrey.

¹⁰ Azan, *Franchet d'Esperey*, 35–38.

¹¹ Ibid.

¹² Dossier personnel de Franchet d'Espèrey.

¹³ Azan, *Franchet d'Esperey*, 51–76.

¹⁴ Dossier personnel de Franchet d'Espèrey.

lequel l'offensive allemande est repoussée. Il est nommé commandant du groupe d'armées de l'Est, en 1916. En octobre 1917 il gagne la bataille de Malmaison. Vers la fin de 1917, d'Espèrey apprend que du Président du Conseil, Georges Clemenceau veut l'envoyer dans les Balkans en qualité de commandant en chef du front de Salonique. N'étant pas prêt à reprendre le commandement à l'insu de son ami de classe de l'École de guerre, le général Sarail, d'Espèrey soutint que le remplacement d'un général d'orientation gauchiste, telle que Sarail, par un royaliste et catholique de souche comme lui, aurait des sérieuses conséquences politiques, car les radicaux et les radicaux-socialistes de l'Assemblée le considérèrent comme une nomination politique. Après cette déclaration de d'Espèrey, Clemenceau envoya à Salonique le général Adolphe Guillaumat.¹⁵

Le groupe d'armées nord, sous le commandement de Franchet d'Espèrey, subit le revers important lors de la bataille du Chemin des Dames (27 mai – 3 juin 1918), permettant aux Allemands, tout comme en 1914, d'arriver à la Marne. La défaite soulève la question de la responsabilité personnelle de Franchet d'Espèrey. Lorsque le 6 juin déjà il est relevé de son commandement et nommé le commandant en chef du front de Salonique, Franchet d'Espèrey cette fois accepte la nomination. Il s'empresse d'expliquer à Clemenceau, qu'il ne s'agisse pas de dégradation, comme cela pouvait sembler au premier égard, mais de la promotion, vu l'autonomie décisionnelle dont bénéficie le commandant en chef du front de Salonique.¹⁶ D'Espèrey arrive à Salonique avec le désir d'apporter sa pleine contribution aux efforts de guerre des Alliés, sans que le commandement supérieur lui fasse entrave. Son expérience d'officier de l'armée d'Afrique et ses qualités personnelles lui donnent des raisons de croire que les Balkans sont l'endroit où il pourra réaliser sa conception stratégique.

Franchet d'Espèrey appartenait à l'armée d'Afrique, ce qui était le synonyme pour les officiers français qui avaient passé la plus grande partie de leur carrière dans les troupes coloniales. Pour ce groupe d'officiers était caractéristique l'autonomie dans la prise des décisions, l'expérience dans les situations diplomatiques complexes, la capacité d'agir dans un environnement international, le penchant pour la guerre en mouvement, c'est-à-dire, toutes les qualités nécessaires pour pouvoir commander les troupes autant diversifiées que celles qui étaient rassemblées au front de Salonique. Il faut souligner qu'outre les unités serbes, grecques, italiennes, russes, britanniques et françaises, au front de Salonique combattaient aussi, au sein de l'armée française et de l'armée britannique, des unités sénégalaises, indiennes et vietnamiennes. Les nombreux voyages de d'Espèrey témoignaient de l'étendue des domaines qui l'intéressaient, de la disposition de connaître les expériences d'autrui et, avant tout, de la capacité à les interpréter et évaluer sans idées préconçues, ce qui lui permit de confier à l'armée

¹⁵ Franchet d'Espèrey, *Mémoires* (Novi Sad : Prometej, 2018).

¹⁶ *Ibid.* 35.

serbe le rôle-clé dans la rupture du front de Salonique. Son prédécesseur à Salonique, Guillaumat, à la différence de d'Espèrey, était d'avis que seules les unités françaises et britanniques avaient la qualité nécessaire pour effectuer la frappe principale, tandis que les autres armées nationales ne pouvaient jouer que le rôle des troupes auxiliaires. À la différence de son prédécesseur, d'Espèrey accepta sa nouvelle position sans idées préconçues, mais aussi sans instructions précises, ne les ayant pas obtenus ni à l'État-major ni au gouvernement, car le gouvernement de Clemenceau et l'État-major français étaient concentrés sur les batailles en cours sur le front occidental.

D'Espèrey arrive à Salonique le 18 juin, sans rencontrer son prédécesseur, le général Guillaumat, qui quitte Salonique, quelques jours auparavant. Il ignore tout sur la nature des relations entre les armées des nationales sous son commandement. Il n'était pas non plus conscient de l'existence des conflits territoriaux existants, par exemple, entre les Italiens et les Serbes en Albanie. Privé de tout objectif politique, il pouvait se consacrer exclusivement à son devoir principal, c'est-à-dire, l'organisation d'une offensive à grande échelle.¹⁷

Dès son arrivée à Salonique il s'empresse à connaître personnellement l'étendue de la ligne du front ainsi que les États-majors des nations alliées présentes sur le front d'Orient. Lors de sa visite à l'État-major serbe, le 29 juin, il rencontre le Voïvode Živojin Mišić et le Prince-Régent Alexandre. Monarchiste convaincu, il s'est immédiatement entendu avec le Prince-Régent.¹⁸ Il est impressionné par la détermination et la combativité des Serbes. À la différence de son prédécesseur, il établit des bonnes relations avec les Serbes. Le recent remplacement du chef de l'Etat-major serbe rend cette coopération plus facile.

Le voïvode Mišić remplace le général Bojović à la tête du Commandement suprême serbe en juin 1918. Après les grandes victoires de la seconde moitié de 1916 et la libération de Bitola, des désaccords survinrent entre le L'État-major serbe et le commandement des forces alliées à Salonique. Les généraux français, commandants en chef au front de Salonique, d'abord Maurice Sarail et ensuite Adolphe Guillaumat, étaient partisans de la stratégie visant à épuiser l'ennemi par une série d'attaques à portée et les objectifs limités. Le chef de l'État-major serbe, le général Petar Bojović, qualifiait une telle stratégie d'erronée et particulièrement dangereuse pour l'armée serbe. Les résultats réalisés ne pouvaient pas justifier les pertes importantes d'effectifs que les armées serbes ne pouvaient pas compenser. Ce type d'opération détériorait sérieusement le moral de son armée. Les soldats serbes arrivaient même à croire que les Alliés ne voulaient pas organiser une offensive générale, qui leur permettrait de revenir dans leur

¹⁷ Azan, *Franchet d'Esperey*, 176–180.

¹⁸ Sur le front de Salonique voir Petar Opačić, *Srbija i Solunski front* (Belgrade : Književne novine, 1984); Gérard Fassy, *Le Commandement français en Orient (octobre 1915 – novembre 1918)* (Paris : Economica, 2003).

patrie. En revanche, ils obtinrent l'impression qu'ils mourraient pour des objectifs limités sans conséquences visibles. Bojović constata une réduction alarmante des troupes. L'armée serbe fut la seule armée alliée sans possibilité d'obtenir des renforts, sans prendre en considération les volontaires yougoslaves. Le général Guillaumat exigea en 1918 que l'armée serbe elargisse l'étendue du front sous son contrôle afin de créer une réserve générale des troupes alliées. Bojović dans un premier temps refusa, évoquant le manque des effectifs, pour ensuite se plier aux ordres de Guillaumat à la demande explicite du gouvernement serbe.¹⁹ Les rapports entre Bojović et Guillaumat devinrent tellement tendus que le ministre français auprès du gouvernement serbe, le vicomte de Fontenay demandait à plusieurs reprises le remplacement de Bojović.²⁰ En juin, finalement, il prit la place de Mišić à la tête de la première armée serbe.

Le voïvode Živojin Mišić, le nouveau chef de l'Etat-major serbe et l'auteur de la victoire dans la bataille de Kolubara en 1914, fut privé de toute ambition politique. D'où les bonnes relations entre lui et d'Espèrey. Leurs entretiens se limitaient exclusivement aux questions militaires. Le ton des entretiens fut donné par le général français, venu examiner les possibilités de l'attaque dans le secteur serbe. Il apporta la réponse favorable à la seule demande serbe – l'organisation d'une offensive générale. En plus, il donna à l'armée serbe le rôle le plus important, mais aussi ingrat de percer le front ennemi dans le secteur montagneux de Dobro Polje, dont les cimes dépassaient l'altitude de 2000 mètres. Finalement, il a assuré l'aide à l'armée serbe avec deux divisions françaises et l'artillerie lourde française presque dans sa totalité. Il confia à Mišić le commandement de ce groupe de divisions. Mišić et le prince-régent n'attendaient qu'une telle proposition pour mobiliser toutes les ressources de l'armée serbe, pour une dernière attaque qui les mènerait vers Belgrade.

Le plan d'offensive des Alliés prévoyait l'attaque dans le secteur tenu par les Serbes, dans le domaine de Dobro Polje. La chaîne de montagnes Moglena et Kozjak dominaient sur la vallée de Crna reka et la plaine où sont situées Kavadarci, Gradsko et Prilep. La victoire des Serbes devait ainsi permettre au groupe franco-serbe, prêt pour l'attaque, de descendre dans la vallée de Vardar au niveau de Gradsko et de couper le front ennemi en deux. Le but était de séparer la XI^e armée allemande (il s'agissait, en fait, de l'armée bulgare, sous le commandement des officiers allemands), concentrée autour de Bitolj de la I^e armée bulgare, qui se trouvait dans la vallée de Vardar. La simplicité du plan et la confiance en soi de l'armée serbe convainquirent d'Espèrey de la bonne perspective de sa réussite. Non seulement d'Espèrey se décida pour l'attaque dans un secteur presque inaccessible, mais il prévoyait aussi une offensive générale visant à éliminer la Bulga-

¹⁹ Opačić, *Srbija i Solunski front*, 96, 97.

²⁰ La lettre de Fontenay à Pichon, Salonique, le 4 juin 1918, Les Archives du Ministère français des Affaires étrangères (par la suite, AMAE), Série Z, Yougoslavie, vol. 44, p. 4.

rie de la guerre et à permettre aux armées alliées à parvenir jusqu'aux frontières de l'Autriche-Hongrie. Ce projet ambitieux demandait un grand nombre de troupes, d'un côté et le soutien diplomatique de l'autre. Tous les deux éléments manquaient au nouveau commandant des alliés.²¹

À son arrivée à Salonique, le général d'Espèrey dut faire face aux demandes de réduction des troupes alliées. Après le début de l'offensive allemande d'avril, l'État-major britannique demandait le retour de 12 bataillons d'infanterie du front de Salonique. Suite à la retraite des divisions britanniques en août 1917, il fut convenu à la conférence à Londres qu'une telle décision ne pouvait pas être prise sans un accord avec la France. Ainsi, le Conseil supérieur de guerre allié, réuni le 1^{er} mai à Abbeville, décida d'envoyer une commission, composée des généraux Gramat et Woolcombe, pour examiner, avec le général Guillaumat, les possibilités de réduction des troupes alliées à l'Orient. À la réunion du 31 mai, les trois généraux décidèrent d'accepter le retrait des 12 bataillons britanniques. Leur retour à la patrie commença en juin et se termina le 8 juillet.²²

À la conférence à Londres, le 28 mai, l'armée française se vit accorder le droit de retirer une ou deux divisions du front de Salonique. Clemenceau soutenait une telle solution et il ordonna le 22 juin à d'Espèrey d'augmenter le nombre de soldats qui reviennent au pays à 5 000 par semaine, ajoutant que même si certains d'entre eux souhaitaient rester dans les Balkans, cela ne devrait pas leur être permis.²³ Il s'agissait des soldats qui servaient plus de 18 mois dans les Balkans. D'après la loi Mourier du 18 août 1917, en raison du climat difficile, tous les soldats ayant passé 18 mois dans les Balkans avaient le droit de retourner en France.

À son retour en France, Guillaumat s'opposa à l'affaiblissement de l'armée qu'il venait de quitter. Rappelant la possibilité d'offensive en octobre, il demanda, le 29 juin, de limiter le nombre de soldats revenant dans le pays à 2 500 par semaine, de sorte que la France a 200 000 personnes à l'Orient à partir du 1^{er} août.²⁴ Finalement, il réussit à limiter le nombre de soldats retournés dans le pays à 5 000 par mois. De cette manière, entre le 1^{er} juin et le 1^{er} octobre, l'armée française à l'Orient diminua de 232 000 à 209 000 personnes.²⁵ C'est ainsi qu'intervint la modification du nombre respectif des soldats Alliés sur le front oriental. Les armées française et britannique réduisirent le nombre d'hommes sous armes de 35 mille, tandis que l'armée grecque augmenta le nombre de sol-

²¹ Azan, *Franchet d'Esperey*, 188–190.

²² Voir *Les Armées françaises dans la Grande guerre* (par la suite AFGG), t. VIII, vol. 3, 17–24.

²³ Lettre de Clémenceau à d'Espèrey, Paris, le 22 juin 1918, AFGG, t. VIII, vol. 3, Annexes vol. I, 521–522.

²⁴ Le rapport de general Guillaumat, Paris, le 29 juin 1918, AFGG, t. VIII, vol. 3, Annexes vol. I, 592, 593.

²⁵ Voir AFGG, t. VIII, vol. 3, annexes vol. I, tableau 8, 921.

datés de 50 000. Ainsi, en dépit des changements de rapport de forces entre les armées alliées, d'Espèrey disposait des forces nécessaires pour l'organisation de l'offensive désormais souhaitée par l'État-major français aussi.

Les offensives allemandes se succédant en mai et juin 1918 au front d'Ouest incitèrent l'État-major français à essayer de réduire la pression par l'organisation d'une offensive dans les Balkans. Le général Guillaumat et le maréchal Foch embrassèrent cette idée sans réserve. Par le télégramme du 23 juin, Clemenceau ordonna à d'Espèrey d'entamer les préparatifs pour l'offensive, sur la base du projet laissé par Guillaumat et les instructions arrivant de Paris, fondées sur une série d'attaques se transformant, avec le temps, en une offensive générale. Des instructions détaillées dans ce sens arrivèrent à Salonique le 2 juillet. Cependant, le 13 juillet, d'Espèrey envoya à Paris son projet d'offensive dans le secteur serbe du front. Il se prononça comme partisan d'une offensive décisive qui contraindrait la Bulgarie à se retirer de la guerre.²⁶ Outre le Haut commandement des Alliés, il avait besoin de l'accord des gouvernements Alliés. Les Britanniques accueillent avec l'indignation le projet français de l'offensive dans les Balkans.

Les Alliés ne sont pas revenus à la question du front de Salonique depuis la conférence à Abbeville. Alors était confirmée la conclusion des représentants militaires permanents au Conseil supérieur de guerre, du 23 décembre 1917, prévoyant une stratégie défensive au front de Salonique. L'utilisant comme prétexte, le représentant militaire, général Sackville-West, demanda, le 13 juin, d'examiner en détail la possibilité de la retraite totale des Balkans. L'État-major suprême britannique ne cachait pas son intention de réduire sa présence sur le front de Salonique, voire à l'abandonner complètement. Guillaumat critique fermement la demande britannique, qui fut finalement rejetée par Clemenceau. Les optiques différentes des alliés concernant le front de Salonique s'exacerbèrent lorsque Sackville-West apprit l'existence du plan français de l'offensive dans les Balkans,²⁷ ce qui provoqua un débat vif entre Lloyd George et Clemenceau pendant la session du Conseil supérieur de guerre allié qui eut lieu du 2 au 4 juillet à Paris.

Le Premier ministre britannique remarqua que la décision d'entreprendre l'offensive fut prise sans consultation avec son État-major. Il se plaignit également de ne pas avoir été consulté lors de la nomination de général d'Espèrey, pour accuser ensuite le gouvernement français de mener une politique autonome dans les Balkans. Lloyd George et Arthur Balfour, secrétaire d'État britannique s'opposèrent, en principe, à l'offensive générale dans les Balkans. Cette question

²⁶ Voir AFGG, t. VIII, vol. 3, 74–77.

²⁷ Ibid. 152–154.

fut finalement reportée tant que ses aspects militaires et diplomatiques n'avaient pas été examinés en détail.²⁸

Pendant la réunion à Versailles le 11 juillet, quand il était débattu des aspects diplomatiques de l'offensive dans les Balkans, lord Robert Cecil, adjoint au secrétaire d'État britannique chargé des affaires étrangères, a dévoilé la cause de l'opposition britannique. Il s'est exprimé en faveur des négociations, dont l'objectif serait de conclure une paix séparée avec la Bulgarie.²⁹ Balfour fut partisan d'une paix séparée avec la Bulgarie. Il essaya de convaincre les États-Unis de déclarer la guerre aux Bulgares, afin de les contraindre à conclure la paix séparée avec les Alliés. Il n'hésitait même pas à leur offrir des concessions territoriales, au détriment de la Serbie et de la Grèce.³⁰ Il était nécessaire que le ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Pichon confirme que le gouvernement français s'était déjà engagé envers ces deux gouvernements Alliés afin que Cecil accepte de laisser la décision sur l'offensive aux soldats. Leur devoir était de calculer la probabilité suivant laquelle l'offensive générale contraindrait la Bulgarie à sortir de la guerre. Ainsi, le général Guillaumat, déjà présent à Versailles, dut défendre le projet de son successeur par une série de mémorandums et en personne devant les représentants des armées alliées. Finalement, le 3 août, les représentants militaires alliés au Conseil supérieur de guerre décidèrent d'approuver le plan de d'Espèrey, lui laissant le soin de déterminer le moment propice pour son lancement.³¹

Avec le temps, et laissant sa vanité de côté, le général Guillaumat accepta et défendit le plan d'offensive de d'Espèrey sur la partie serbe du front. Il a réussi d'abord à obtenir l'approbation de l'État-major français, sous condition que l'offensive soit accompagnée par l'attaque des troupes françaises et britanniques sur la ligne Vardar-Dojran. À Paris, on croyait toujours en la supériorité des troupes françaises et britanniques.³² Il était nécessaire ensuite d'obtenir l'approbation des gouvernements britannique et italien et le gouvernement français envoya, début septembre, Guillaumat à Londres et à Rome. Pendant la réunion du 4 septembre à 10, Downing Street, il réussit à convaincre les Britanniques de la justesse du plan de d'Espèrey. Son argument principal était qu'une victoire potentielle rendrait possible la retraite des Balkans. Ensuite, il exposa le

²⁸ Procès-verbal des réunions du conseil supérieur de la guerre, Versailles, les 2-4 juillet 1918, AMAE, Serie Y Internationale, vol. 13, 133-145.

²⁹ Procès-verbal de la réunion de la conférence diplomatique, Versailles, le 11 juillet 1918, AMAE, Serie Y Internationale, vol. 13, 66-82.

³⁰ Victor H. Pothwell, *British War Aims and Peace Diplomacy 1914-1918* (Oxford : Clarendon Press, 1971), 215-221.

³¹ Le rapport des représentants militaires près le Conseil supérieur de guerre, Versailles, le 3 août 1918, AMAE, Serie Y Internationale, vol. 13, 157-159.

³² Fassy, *Le Commandement français en Orient*, 499-501

plan de l'offensive au gouvernement de Vittorio Orlando. Enfin, le 10 septembre, Clemenceau informa d'Espèrey qu'il pouvait entamer les opérations lorsque ses armées seront prêtes.³³

L'offensive longuement attendue sur le front de Salonique commença le 15 septembre, par l'attaque des forces unies, serbes et françaises, sur les positions bulgares dans le massif des montagnes de Dobro Polje. Seulement douze jours plus tard, les émissaires bulgares apparurent devant les lignes anglaises dans l'ouest du front des Alliés, demandant la mise à fin des hostilités. Le succès fulgurant des armées alliées sous commandement du général Franchet d'Espèrey a ouvert la porte des Balkans aux Alliés. Pour cette raison, le général d'Espèrey à Salonique et le Premier ministre Georges Clemenceau avec l'État-major général durent alors décider de la direction des opérations suivantes dans les Balkans. La voie vers Niš et Belgrade était ouverte, ce qui leur permettait de menacer la double Monarchie du côté sud. Dans le même temps, l'avancement des alliés vers Constantinople et les détroits leur permettait de compter sur la neutralisation de la Turquie.

Après de courtes hésitations, Clemenceau choisit la troisième solution. Il ne croyait pas que la guerre pouvait être remportée dans les Balkans. Pour lui, le succès initial des Alliés représentait la possibilité pour le retrait des troupes françaises des Balkans, en laissant le front de Salonique aux alliés des Balkans, les Grecs et les Serbes. Déjà lorsque l'armée serbe traversa Vardar, se rapprochant de Štip (le 24 septembre 1918), Clemenceau craignait que l'offensive sur Sofia n'empêche les troupes françaises de revenir chez eux.³⁴ Afin d'arrêter la progression de l'armée de Franchet d'Espèrey, il pensait envoyer en un moment envoyer de nouveau le général Guillaumat à Salonique, en qualité de commandant en chef, avec l'ordre d'examiner les modalités suivant lesquelles les opérations pourraient être arrêtées afin de pouvoir faire retourner les divisions françaises et anglaises sur le front Occidental.³⁵ L'arrivée des parlementaires bulgares élimina la crainte sur la faisabilité de l'offensive contre le territoire bulgare et le général d'Espèrey obtint l'ordre de poursuivre son avancement vers Sofia, dans le cas où la Bulgarie n'accepterait pas les conditions françaises de l'armistice.

Après la signature de l'armistice avec la Bulgarie, le 29 septembre à Salonique, la stratégie balkanique de Clemenceau obtint des contours plus précis. Le 30 septembre, le général d'Espèrey reçut l'ordre du Ministère de la Guerre d'interrompre tout approvisionnement de l'ennemi à travers le Danube et d'apparaître, sans délai, avec son armée sur la Mer noire, plus précisément, près de

³³ Ibid. 538–540.

³⁴ Raymond Poincaré, *Au Service de la France. Victoire et armistice 1918*, vol. X (Paris : Plon, 1933), 357.

³⁵ Ibid. 359.

Constanța.³⁶ Dans le même temps, Clemenceau l'informa qu'il enverra le général Berthelot à Yashi pour réorganiser l'armée roumaine.³⁷ Donc, le but fondamental de la stratégie de Clemenceau était de faire revenir la Roumanie dans la guerre.

Avant de communiquer à d'Espèrey, sa stratégie pour les Balkans, Clemenceau lui demanda de l'informer sur la suite des plans des armées alliées, après la conclusion de l'armistice avec la Bulgarie.³⁸ Les intentions de général d'Espèrey étaient décidées immédiatement après la signature de l'armistice. Il prévoyait une grande offensive, qui visait d'abord à libérer la Serbie et ensuite d'attaquer l'Autriche-Hongrie du côté sud. C'est ainsi qu'il ordonna, le 30 septembre à la Première armée serbe de se diriger rapidement vers Niš.³⁹ La Deuxième armée serbe fut transférée dans la région de Kumanovo et de Vranje, avec l'ordre d'avancer vers le nord-ouest.⁴⁰ Les instructions obtenues de Paris, lui ordonnant de diriger les armées sous son commandement vers le Danube et la Roumanie, n'avaient pas changé son plan. Continuant à concentrer ses troupes pour l'offensive contre l'Autriche-Hongrie, il répondit au Ministère que l'état actuel des chemins de fer bulgares ne permettait pas l'envoi des troupes sur le Danube.⁴¹ Sa marge de manœuvre fut augmentée par des ordres parfois contradictoires venant de Paris. Par exemple, à une occasion, le Ministère de la Guerre le dirigeait vers la Turquie.⁴²

En essayant d'harmoniser les instructions et les ordres qu'il obtenait de Paris avec son projet d'offensive contre l'Autriche-Hongrie, Franchet d'Espèrey conçut le 5 octobre le plan de l'offensive générale dans les Balkans sur quatre fronts – vers l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Roumanie et l'Albanie. La disposition des troupes témoignait de l'importance primordiale qu'il accordait à l'offensive contre l'Autriche-Hongrie. Les armées serbes (six divisions), l'armée d'Orient française (quatre divisions françaises, une Italienne et trois grecques) ainsi que l'armée britannique (trois divisions) étaient prévues pour le front du Nord, avec le but de libérer la Serbie et de menacer l'Autriche-Hongrie. Les forces prévues pour les autres fronts étaient considérablement inférieures. Seulement une division française fut envoyée au front roumain pour couper la com-

³⁶ La lettre de Clémenceau à d'Espèrey, Paris, le 30 septembre 1918, AFGG, t. VIII, vol. 3, annexes 2, no. 1244, p. 1000.

³⁷ La lettre de Clémenceau à d'Espèrey, Paris, le 30 septembre 1918, *ibid.* no. 1245, p. 1000.

³⁸ La lettre de Clémenceau à d'Espèrey, Paris, le 1^{er} octobre 1919, *ibid.* no. 1246, p. 1001.

³⁹ Franchet d'Espèrey, *Ordre aux armées*, Salonique, le 30 septembre 1918, *ibid.* no. 1254, p. 1010.

⁴⁰ Franchet d'Espèrey, *Ordre aux armées*, Salonique, le 1^{er} octobre 1918, AFGG, t. VIII, vol. 3, annexes 3, no. 1275, p. 7.

⁴¹ Voir AFGG, t. VIII, vol. 3, p. 362.

⁴² *Ibid.* 369.

munication entre les Puissances centrales et la Turquie. Les forces désignées pour le front turc consistaient en une division française et une division anglaise et leur but était de rendre possible l'entrée de la flotte alliée dans les détroits. Enfin, l'opération contre les forces austro-hongroises en Albanie, l'aile droite des forces alliées, fut confiée à une division française et les détachements serbes et grecs.⁴³

Le projet d'offensive de d'Espèrey fut largement contesté à la réunion du Conseil supérieur de guerre, qui a eu lieu les 7 et 8 octobre 1918 à Paris. Les Alliés reprochèrent au général d'Espèrey que son plan tenait compte exclusivement des intérêts français. Lloyd George protesta contre la décision de d'Espèrey d'attribuer le commandement des troupes alliées sur tous les quatre fronts aux généraux français. Encore plus important, il s'opposa à la stratégie de d'Espèrey, car elle prévoyait, n'ayant pas obtenu au préalable l'accord du gouvernement britannique, de transférer les divisions britanniques du front turc, où elles étaient stationnées dès le début de la campagne des Balkans, au front serbe. Il la percevait comme l'intention des Français de rendre impossible à son armée de cueillir les fruits de sa lutte contre la Turquie, qu'elle menait depuis trois ans en Palestine et dans les Balkans. Lloyd George accusa même d'Espèrey que grâce à son plan d'opérations, le gouvernement français se servait tacitement des troupes des Alliés pour réaliser ses objectifs politiques dans les Balkans. Pour cette raison, il menaça de retirer les troupes britanniques qui étaient sous le commandement de d'Espèrey. De son côté, Orlando protestait contre l'intention de d'Espèrey d'envoyer les troupes françaises, à la place des Italiennes, en Albanie, compromettant ainsi les intérêts vitaux italiens dans les Balkans.⁴⁴

Clemenceau fut appelé à défendre les intérêts français et le plan de d'Espèrey, mais comme il les voyait différemment, il lui était d'autant plus facile de renoncer au plan de l'offensive. Afin de préserver l'unité des Alliés, il accepta d'ordonner à d'Espèrey de laisser les forces alliées dans la partie de front où elles se trouvaient depuis le début de la guerre.⁴⁵ C'est ainsi que les Britanniques préservaient leur primauté sur la partie du front vers la Turquie et les Italiens en Albanie.⁴⁶ Les positions des gouvernements alliés, exposées au Conseil supérieur de guerre permettaient de conclure, sans aucune ambiguïté, que la seule voie ouverte pour les troupes françaises menait vers le Nord. Cette conclusion stratégique fit objet des interprétations différentes au sein du gouvernement français.

⁴³ L'ordre aux armées, Salonique, le 5 octobre 1918; la lettre de Franchet d'Espèrey à Clémenceau, Salonique, le 6 octobre 1918, AFGG, t. VIII, vol. 3, annexes 1347, 1351.

⁴⁴ Procès verbal de la réunion du Conseil Supérieur de la Guerre, Paris, le 7 octobre 1918, AMAE, Serie Y, vol. 14, 85-90.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ La lettre de Clémenceau à d'Espèrey, Paris, le 7 octobre 1918, AFGG, t. VIII, vol. 3, annexes 3, doc. 1381, 126.

Stéphane Pichon était convaincu qu'il a été créé une opportunité pour l'attaque sur l'Autriche-Hongrie et, à travers elle, sur l'Allemagne aussi. Selon lui, l'arrivée des armées alliées sur le Danube, créeraient les conditions pour le rétablissement du front roumain ou l'incitation des troubles intérieurs en Hongrie, et pour aider ainsi le front italien, en forçant l'Autriche-Hongrie à retirer les divisions du front pour établir l'ordre à l'intérieur du pays.⁴⁷

D'après Clemenceau, la possibilité de rétablissement du front roumain constituait l'avantage principal de la victoire des Alliés. Le jour même de la réunion du Conseil supérieur de guerre, il établit enfin la stratégie des opérations alliées dans les Balkans et le projet de l'expédition en Roumanie. Clemenceau ordonna au général d'Espèrey de poursuivre d'abord avec la libération de la Serbie, d'établir ensuite le contact avec la Roumanie et la Russie du sud, mettant en place progressivement une ligne défensive depuis l'Albanie jusqu'au Danube et la Mer noire, en créant une barrière à l'expansion allemande. Il ordonna d'isoler la Turquie sur la terre et la mer et il envisagea la possibilité d'une opération militaire contre elle dans le cas où l'armistice ne serait pas rapidement signé. Clemenceau confia alors au général Berthelot le commandement de l'expédition en Roumanie, avec le devoir d'introduire la Roumanie dans la guerre et de réorganiser l'armée roumaine, et ensuite de prendre contact avec les forces anti-bolcheviks en Russie et d'examiner les possibilités d'une coopération.⁴⁸ À son arrivée à Salonique, le 13 octobre, Berthelot informa d'Espèrey de la nouvelle stratégie française dans les Balkans. D'Espèrey ne reçut pas jusqu'alors des nouveaux ordres, sauf de céder le front turc aux Britanniques, le front albanais aux Italiens et de continuer à préparer l'offensive en Serbie, cette fois seulement avec les troupes serbes, français et une division britannique.⁴⁹ Son activité en qualité de commandant allié dans les Balkans fut désormais sujette au contrôle strict, parce que son esprit vif et sa capacité de concevoir les projets d'offensive de manière autonome étaient contraires aux stratégies strictement nationales orientées des gouvernements des Alliés. Dans le futur, il avait l'obligation d'informer régulièrement Paris de la mise en place des troupes alliées et de leur mouvement.⁵⁰ Ce n'est qu'après l'arrivée du général Berthelot à Salonique que le projet de l'offensive de l'armée alliée fut transformé conformément aux idées de Clemenceau. D'Espèrey informa Clemenceau qu'il avait renoncé à l'intention d'attaquer l'Autriche-Hongrie et soulever sa population. En respectant les instructions qu'il a obtenues, il précisa que les forces alliées en Serbie se limitaient

⁴⁷ La note de Stéphane Pichon, Paris, le 8 octobre 1918, AMAE, Serie Y, vol. 14, 4.

⁴⁸ La lettre de Clémenceau à d'Espèrey, Plan des opérations militaires dans les Balkans, Paris, le 7 octobre 1918, AFGG, t. VIII, vol. 3, annexe 3, 1378, 120–124.

⁴⁹ Franchet d'Espèrey, L'ordre aux armées, Salonique, le 10 octobre 1918, *ibid.* no. 1429, 168–170.

⁵⁰ La lettre de Clémenceau à d'Espèrey, Paris, le 8 octobre 1918, *ibid.* no. 1393, 137

désormais à sa libération et à la constitution du front de défense sur la Save et le Danube. Dans le même temps, il mit à disposition au général Berthelot trois divisions pour les opérations en Roumanie.⁵¹

Clemenceau était convaincu que le front d'Orient ne mènera pas à une victoire générale dans la guerre et c'est pour cette raison, qu'il lui accordait l'importance secondaire. Selon lui, la défaite de la Bulgarie a ouvert les portes de Bucarest et de la Russie, tandis que la voie vers Berlin commençait en France et non pas à Salonique. La stratégie de Clemenceau et la conception étroite des intérêts nationaux des gouvernements alliés ont rendu impossible à d'Espèrey de mettre en œuvre son plan d'offensive globale dans les Balkans.

Le gouvernement de Clemenceau non seulement n'avait pas de politique définie pour les Balkans, mais ne considérait pas, en fait, que les Balkans revêtaient quelque importance que ce soit pour l'issue de la Grande guerre. Pour cette raison, non seulement qu'aucune importance ne fut accordée à la victoire sur le front Salonique, mais la presse de Paris et les rumeurs dans les couloirs des ministères attribuaient les mérites pour la victoire aux autres généraux, et, en un moment, d'Espèrey risquait même d'être remplacé. À son retour de Salonique, le général Guillaumat fut nommé gouverneur militaire de Paris, après la défaite dans la bataille de Chemin des dames, lorsqu'on pensait que Paris était menacée comme, en 1914. C'est pour cette raison que Clemenceau le fit venir des Balkans. Cependant, ce danger s'étant estompé rapidement, sa position perdit l'importance, parce qu'elle se situait dans l'arrière-plan du front.

La victoire dans les Balkans donna à Guillaumat une occasion pour revenir dans le focus de l'attention, et il s'y employa à le faire en tant que censeur suprême de la presse dans la capitale. En présentant cette victoire comme la conséquence du travail et du plan qu'il a laissés derrière lui à Salonique, Guillaumat préparait le terrain pour son retour dans les Balkans. Il profitait du désir du Premier ministre d'éviter que la rupture du front de Salonique ne soit le début d'une longue offensive qui bloquerait les troupes françaises dans les Balkans. Selon Clemenceau, il fallait les faire revenir, une fois le travail exécuté, sur le front d'Occident, où se jouait le sort de la guerre. Dans cette perspective, le devoir de Guillaumat consistait à limiter justement ces opérations et à rendre possible le retour des troupes, tout en cédant les Balkans aux armées balkaniques. L'armistice avec la Bulgarie rendit inutile la mission de Guillaumat, mais ne proclama pourtant pas d'Espèrey vainqueur dans les Balkans, sans même parler de l'issue de la Grande guerre.

La décision de Clemenceau réduisit les Balkans au champ de bataille d'ordre secondaire, sur lequel la France n'avait pas d'intérêts particuliers et, par la suite, de politique définie non plus. L'attention du gouvernement et de l'opinion

⁵¹ La lettre de Franchet d'Espèrey à Clémenceau, Salonique, le 18 octobre 1918, *ibid.* no. 1541, 285–287.

publique britannique était concentrée sur Constantinople et les détroits, tandis que le gouvernement italien dirigeait son énergie vers l'Albanie. D'Espèrey, en tant que commandant des armées alliées, n'avait ni les instructions ni les moyens pour mener une politique particulière et les défis ne manquaient pas.

Il fut appelé à représenter l'autorité alliée dans les parties orientales de la défunte Double Monarchie après la conclusion de l'armistice de Villa Giusti le 4 novembre 1918. Les termes de l'armistice ont été définis lors du Conseil supérieur de guerre tenu à Versailles du 29 octobre à 4 novembre 1918. Or, l'application des termes de l'armistice vu la disparition de l'administration de l'Autriche-Hongrie posa des énormes problèmes. Par exemple, on attendait de lui qu'il applique en Hongrie les conditions de l'armistice conclu avec les représentants de l'Autriche-Hongrie. En conséquence, un armistice fut signé sous son égide avec le nouveau gouvernement hongrois de Michail Karolly, ce qui provoqua le mécontentement du Quai d'Orsay. Selon Stéphane Pichon le gouvernement de Karolly n'avait aucune légitimité pour signer un armistice particulier, et qu'il fallait simplement appliquer l'armistice de Villa Giusti. Or, d'Espèrey ne reçoit aucune instruction dans ce sens.⁵²

D'Espèrey ne reçut pas d'instructions sur ce qu'il devait faire au sujet des ambitions territoriales des états voisins de l'Autriche-Hongrie qui grandissaient au fur et aux mesures que l'état austro-hongrois disparaît. Ainsi, il fut appelé à régler le conflit potentiel entre la Serbie et la Roumaine dans le Banat, sans rien savoir des dispositions territoriales du traité conclu par la Roumanie avec les alliés avant l'entrée en guerre de cette dernière en 1916. Il fut témoin de la politique italienne agressive sur la côte Est de l'Adriatique et du conflit survenu à ce propos avec le gouvernement serbe et les autorités locales, sans, pour autant, connaître, les dispositions du traité de Londres.

Son devoir se limitait à assurer l'approvisionnement des Balkans et l'ordre intérieur. Il fut chargé de prendre soin des communications et des prisonniers de guerre, de maintenir la discipline dans les unités qui avaient hâte de revenir à la métropole après plusieurs années passées dans les Balkans. Il fut obligé de jouer le rôle d'arbitre entre les intérêts particuliers des armées nationales qui relevaient de son commandement et qui revenaient, l'un après l'autre, sous le commandement direct de leurs gouvernements. Une fois sous commandement nationales les alliés d'hier devenaient les ennemis potentiels dans la lutte pour le partage de l'héritage des Habsbourg. La visite de d'Espèrey à Paris en 1919 ne changea pas sa position. Ce fut une série de visites de protocole, tandis que Clemenceau, Poincaré et Foch n'avaient aucune instruction pour lui, parce que les Balkans ne les intéressaient pas vraiment, ou, au moins, pas dans la mesure de s'y engager d'une manière active.

⁵² Clemenceau à Franchet d'Espèrey, Paris, le 1^{er} décembre 1918, AMAE, Série Z, Hongrie, vol. 109.

L'accord conclu sur les hauts de Flok permit aux armées serbe et française de mener les forces alliées dans la bataille pour la libération des Balkans, mais ne leur accorda pas le prestige des vainqueurs de la bataille décisive de la guerre. L'importance de la bataille de Dobro Polje ne réussit pas à dépasser le cadre du champ de bataille des Balkans, c'est-à-dire, un champ de bataille d'importance régionale. Le constat d'Hindenburg que la guerre fut perdue dans les Balkans resta imperceptible à l'époque et même après la publication de ses mémoires. Accorder aux Balkans le rôle décisif dans la victoire alliée signifia mettre en retrait l'énorme effort et les millions de victimes qui ont péri sur le front français, ce qui fut inconcevable. La Grande guerre néclata pas dans les Balkans et ne s'y termina pas non plus, mais l'étincelle qui déclencha les événements prit feu dans les Balkans, de même que la victoire, qui rompit durablement l'équilibre des forces dans la Grande guerre, eût lieu dans les Balkans.

Dans la conscience des contemporains et des générations qui les succédèrent, le front de Salonique connut le sort des nations balkaniques qui y combattaient. Des petites nations qui le plus souvent apparaissent sur la scène internationale comme coupables de leurs faits, sans que les mérites ne leur soient jamais reconnus. Leur histoire eut le même destin que le front sur lequel leurs ancêtres combattaient, c'est-à-dire, elle resta régionale. La célébration du centenaire de la victoire au front de Salonique fut objet des célébrations seulement régionales. Les mérites de la victoire de Franchet d'Espèrey et de ses alliés serbes lors de la bataille de Dobro Polje restaient même aujourd'hui peu connus dans les Balkans victimes de la successive relecture de l'histoire de la Grande guerre dans l'optique des histoires nationales. La Grande guerre n'apporta pas la paix dans les Balkans, mais signifia le commencement d'une longue période de réorganisation territoriale et nationale.

Sources

- Les Archives du Ministère français des Affaires étrangères, Séries-Y Internationale, vol. 13
Les Archives du Ministère français des Affaires étrangères, Série Z, Yougoslavie, vol. 44
Dossier personnel de Franchet d'Espèrey, Département historique de l'armée française à Vincennes, GR 9 YD
Les Armées françaises dans la Grande guerre, t. VIII, vol. 3

Bibliographie

- Azan, Paul. *Franchet d'Espèrey*. Paris : Flammarion, 1949.
Fassy, Gérard. *Le Commandement français en Orient (octobre 1915 – novembre 1918)*. Paris : Economica, 2003.
Franše d'Epere, Luj. *Memoari : Solunski front, Srbija, Balkan, Centralna Evropa : 1918–1919*. Novi Sad : Prometej, 2018.

- Ludendorff, Erich. *My War Memoirs 1914–1918*. London : Hutchinson & Co, 1919.
- Opačić, Petar. *Srbija i Solunski front*. Belgrade : Književne novine, 1984.
- Poincaré, Raymond. *Au Service de la France. Victoire et armistice 1918*, vol. X. Paris : Plon, 1933.
- Rothwell, Victor H. *British War Aims and Peace Diplomacy 1914–1918*. Oxford : Clarendon Press, 1971.

Cet article émane du projet de l'Institut des Etudes balkaniques *L'histoire des idées et institutions politiques dans les Balkans aux 19e et 20e siècles* (no. 177011) financé par le Ministère de l'Education, Science and Développement Technologique de la République de la Serbie.